

Article 29 du Règlement

Il faut que je demande au ministre, et je brûle d'impatience de connaître sa réponse, pourquoi il est resté si discret, si silencieux. Pourquoi le ministre des Finances a-t-il été si évasif? Pourquoi a-t-il essayé de s'en tenir à une interprétation étroite et purement technique pour dire que cette question relevait de la responsabilité de son collègue, le ministre du Revenu national? S'agit-il encore une fois d'une discrète petite affaire sous le manteau? N'est-ce pas pour éviter que cette affaire n'entrave la poursuite des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis que le gouvernement est resté aussi passif?

Il y a quelques instants, mon collègue le député d'Oshawa a parlé de ce qu'un sous-secrétaire d'État américain avait déclaré cet après-midi à Toronto. Permettez-moi tout d'abord de vous citer le rapport câblé de la Presse canadienne que nous avons tous sous les yeux. Voici le texte: «L'offre d'achat de Dome Petroleum par la Société Amoco est un exemple d'investissement dans le cadre du libre-échange qui devrait recevoir le feu vert, déclare Bruce Smart, haut fonctionnaire du département du Commerce américain.» Celui-ci ajoutait: «Je trouve encourageant que le gouvernement canadien n'ait pas l'air de s'opposer à cette transaction pour l'instant». Voici aussi ce qu'il a déclaré en réponse à des questions: «Disons que si cette affaire se réalise, ce sera un signe encourageant qui montrera que l'on comprend bien que le libre-échange doit nécessairement s'accompagner de la liberté des investissements. Nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible d'avoir un véritable accord de libre-échange entre nos deux pays sans une liberté totale des investissements et des mouvements de capitaux. Les États-Unis ne sauraient accepter une entente sur le libre-échange qui n'inclurait pas les investissements». Nous y voilà. La menace est claire, et n'a même pas la discrétion d'être voilée.

J'estime qu'il est inadmissible que le gouvernement tolère d'être constamment l'objet de ce genre de menaces. Ce que nous avons dit avec la plus grande énergie à la Chambre des communes et au pays est vrai: le gouvernement a peur d'affronter le gouvernement américain parce qu'il ne veut surtout pas qu'il y ait la moindre entrave à ces négociations sur le libre-échange. L'AEIÉ ne suffisait pas, et pourtant le gouvernement s'en est débarrassé. Le Programme énergétique national ne suffisait pas, et le gouvernement l'a liquidé.

M. Shields: Et comment!

M. Turner (Vancouver Quadra): Il ne s'est pas contenté du secteur de l'édition, du secteur pharmaceutique et de celui du bois d'oeuvre; il lui a fallu sacrifier aussi la propriété canadienne du secteur des hydrocarbures pour ne pas nuire aux négociations. Rien ne saurait mieux le montrer, ni de façon plus actuelle, que les propos que M. Smart a tenus aujourd'hui à Toronto.

Le gouvernement nous a rebattu les oreilles avec la canadienisation, surtout celle du secteur pétrolier et gazier. Je voudrais énumérer les promesses électorales du parti progressiste conservateur. Si jamais un document ne valait pas le papier sur lequel il est écrit, c'est bien celui qui renfermait les 338 promesses du parti conservateur du Canada.

• (2050)

En voici une bonne. Le parti conservateur estime que «le secteur énergétique constitue un moteur de croissance pour

l'économie canadienne tout entière, plutôt qu'une source de revenu pour le gouvernement fédéral. Une politique énergétique nationale stable nous permettra d'atteindre l'autosuffisance dans ce domaine». Le parti conservateur voulait canadieniser davantage le secteur énergétique, réduire les prix et ainsi de suite. Je répondrai au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en temps et lieu.

Or, il y a eu revirement depuis. L'ancienne ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a renouvelé cet engagement à la Chambre le 29 mars 1985, mais les règles du jeu ont ensuite changé et la détermination s'est relâchée. Voici les propos du titulaire actuel du ministère: «Nous sommes cependant disposés à accepter qu'une société canadienne qui éprouve des difficultés évidentes passe entre les mains d'intérêts étrangers. Nous voulons, de cette manière, trouver un équilibre entre l'accueil de nouveaux investissements et la protection de nos gains en matière de canadienisation». Voilà un changement d'attitude significatif, que le ministre n'a pas suffisamment expliqué au Parlement et aux Canadiens.

Au moment critique, on s'aperçoit que le gouvernement n'a rien accompli du tout. A voir comment cette transaction s'est déroulée et en dépit du fait que le ministre ait été quotidiennement mis au fait de la situation par tous les participants, y compris son collègue le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le vice-premier ministre (M. Mazankowski), il va sans dire, le gouvernement n'a rien fait du tout pour élaborer ou favoriser une solution à l'avantage du Canada.

Tout comme le député d'Oshawa, nous sommes convaincus qu'il est vital pour l'économie canadienne que Dome Petroleum soit une entreprise florissante. Considérons tout d'abord les 3 800 emplois à Calgary et les milliers d'autres emplois connexes qui en dépendent. La réussite de Dome est critique pour des milliers de marchés de sous-traitance conclus avec les producteurs d'hydrocarbures indépendants du bassin sédimentaire de l'Ouest. Si Dome devait faire faillite, en effet, ces producteurs devraient payer la note.

Nous n'ignorons pas ce que cela représente pour l'économie de l'Ouest. L'ouest du Canada ne connaît pas seulement une crise des matières premières qui touche les hydrocarbures, les céréales, la potasse et la moitié de ses mines, il fait face à une crise de très grande envergure que n'arrivent pas à dissiper les belles statistiques que nous servent le ministre des Finances et le premier ministre. Elles ne correspondent tout simplement pas à la réalité actuelle de l'Ouest.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): La vraie question, c'est celle de l'autosuffisance du Canada en hydrocarbures et de la prospérité de notre industrie des hydrocarbures. A cause de l'énorme dette qui menace Dome Petroleum comme une avalanche imminente, l'intégrité même du système bancaire canadien est en jeu. Notre taux de change est menacé. Comme je l'ai dit à Calgary mercredi dernier, même s'il est particulièrement urgent pour l'Alberta que ce problème soit résolu, nous sommes pleinement conscients du fait qu'il concerne non seulement l'Alberta mais aussi l'ensemble du Canada et nous avons l'intention de l'aborder au Parlement dans cette perspective.